**GOUVERNEMENT
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

NOR: DAF23202899AC-1

**ARRÊTÉ N°1960 CM
DU 31 OCTOBRE 2023**

---

portant modification de l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française.

LE PRÉSIDENT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE,

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la vice-présidente, ministre de la culture, de l'enseignement supérieur, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions,

- VU** la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- VU** l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;
- VU** l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;
- VU** l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 31 octobre 2023,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : L'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française est modifié comme suit :

- dans l'intitulé du livre II, les mots : "utilisation du" sont supprimés ;
- dans l'intitulé du titre Ier du livre II, les mots : "d'utilisation" sont supprimés ;
- dans la première phrase de l'article 4, les mots : "d'utilisation" sont supprimés ;
- au cinquième tiret de l'article 4, les mots : ", notamment les demandes portant sur la réalisation de toutes activités de prospection, d'études ou de mission de sondage préalables à la pose ou l'enlèvement de câbles ou pipeline sous-marins dans les eaux intérieures, dont les rades et lagons, ainsi que le sol, le sous-sol, et les eaux surjacentes de la mer territoriale, et la zone économique exclusive" sont ajoutés après les mots : "les autres demandes" ;
- à la fin de l'article 5, l'alinéa suivant est ajouté : "Enfin, ne donnent pas lieu à consultation de la commission du domaine, les demandes portant sur la réalisation de toutes activités de prospection, d'études ou de mission de sondage préalables à la pose ou l'enlèvement de câbles ou pipeline sous-marins dans les eaux intérieures, dont les rades et lagons, ainsi que le sol, le sous-sol, et les eaux surjacentes de la mer territoriale, et la zone économique exclusive." ;
- dans l'intitulé du titre II du livre II, les mots : "d'utilisation" sont supprimés ;
- après l'article 9, un article 9 bis rédigé tel que suit est inséré : "Toute demande portant sur la réalisation de toutes activités de prospection, d'études ou de mission de sondage préalables à la pose ou l'enlèvement de câbles ou pipeline sous-marins dans les eaux intérieures, dont les rades et lagons, ainsi que le sol, le sous-sol, et les eaux surjacentes de la mer territoriale, et la zone économique exclusive doit être déposée auprès du service en charge des affaires foncières accompagnée des pièces suivantes :
  - les nom, prénoms, qualité, nationalité et adresse postale et géographique du demandeur ou, si la demande émane d'une personne morale, les précisions suivantes : nature, dénomination, siège social et objet de la personne morale ainsi que les nom, prénoms, qualité du signataire de la demande et, le cas échéant, du ou des représentants habilités auprès de l'administration ;
  - les extraits d'actes d'état civil du demandeur (naissance et mariage), ou les statuts actualisés de l'organisme demandeur et les pouvoirs de son représentant ;
  - une note qui constitue le dossier technique prévisionnel précisant les modalités techniques de l'organisation opérationnelle et logistique de la mission d'études et de sondage ainsi qu'une évaluation des risques incluant les mesures envisagées pour la protection de l'environnement, la sécurité de la navigation et le cas échéant, la protection des biens culturels maritimes.
- au début de l'article 11, les mots : "Dans tous les cas" sont remplacés par les mots suivants : "Hormis la demande portant sur la réalisation de toutes activités de prospection, d'études ou de mission de sondage préalables à la pose ou l'enlèvement de câbles ou pipeline sous-marins dans les eaux intérieures, dont les rades et lagons, ainsi que le sol, le sous-sol, et les eaux surjacentes de la mer territoriale, et la zone économique exclusive".

Article 2 : la vice-présidente, ministre de la culture, de l'enseignement supérieur, de l'environnement, du foncier et de l'artisanat, en charge des relations avec les institutions, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 31 octobre 2023.

Pour le Président absent :

La ministre de la fonction publique,

*de l'emploi, du travail,
de la modernisation de l'administration
et de la formation professionnelle,
Vanina CROLAS.*

Par le Président de la Polynésie française :
Pour la vice-présidente absente ;
*La ministre de la fonction publique,
de l'emploi, du travail,
de la modernisation de l'administration
et de la formation professionnelle,
Vanina CROLAS.*